

FESTIVAL DU DIALOGUE SOCIAL AU RABAIS À FRANCE TRAVAIL

ET LA PALME D'OR EST ATTRIBUÉE À...

Ce mercredi 20 mai 2026, tandis que le festival de Cannes bat son plein, nous sommes réunis ce jour en CSEC pour que vous nous passiez le levier 4 du dossier **Efficienc**e à la sauvette – efficience que nous combattons par ailleurs à **FO** depuis son lancement - alors que nous revendiquons une consultation sur ce levier comme sur les autres depuis des mois maintenant. Ce que vous avez refusé « à date » pour les leviers 1, 3 et 7.

On est ensuite à la lisière de la provocation pure et simple quand on découvre que nous allons traiter sans rire de « *l'activité physique et sportive à France Travail* » comme s'il s'agissait là d'une véritable priorité pour la Direction !

Si la santé du personnel préoccupait vraiment la Direction, pourquoi a-t-il fallu alors que nous en arrivions à interpellier directement le Directeur Général au sujet de la situation du site de **Sainte-Rose en Guadeloupe** où à force d'inertie de la direction, plusieurs de nos collègues ont été contaminés par des moisissures pathogènes et sont désormais victimes du « Syndrome du Bâtiment malade » ; sachant que nos camarades sur place n'ont eu de cesse d'interpeller la direction régionale sur ce cas relevant d'une mise en danger des salariés placés sous votre responsabilité, nous amenant à qualifier aujourd'hui de négligence coupable l'attitude de la direction avec toutes les conséquences que cela peut induire sur le plan juridique pour France Travail.

Si dans un autre registre, la santé mentale des collègues préoccupait vraiment la direction, santé mentale également impactée par le coût de la vie qui contraint nombre d'entre nous à jongler avec la hausse du coût des carburants, de celles des dépenses de chauffage et du prix inflationniste des denrées alimentaires, nul doute qu'elle ferait en sorte d'accéder à nos revendications portant sur la mise en place du **télétravail exceptionnel** en lien avec la situation économique et sociale de notre pays, au lieu de se borner à nous répondre que cette disposition est uniquement liée à une « perturbation de l'accès au service ».

Aussi continuons-nous à revendiquer le caractère exceptionnel de cette circonstance inflationniste qui plombe le pouvoir d'achat de tous nos collègues, ce à quoi il serait pourtant facile de remédier en accordant davantage de télétravail sans que cela affecte la qualité du service rendu, à l'instar de ce que nous avons vécu durant la période du Covid.

Nous vous avons refait des propositions concrètes par écrit vendredi dernier qui vont dans le sens de ce qu'attendent nos collègues.

Il n'appartient qu'à vous de les mettre en pratique immédiatement et au bénéfice de tous et ce, d'autant que côté **NAO** on assiste cette année à une véritable mascarade en forme de reculade perpétuelle, avec le renvoi des négociations annuelles obligatoires à une date sans cesse ultérieure pour camoufler le fait que le DG est incapable d'aller chercher un mandat financier du côté de Bercy.

Alors que le montant du **SMIC** est revalorisé début juin par le gouvernement pour tenir justement compte de l'inflation galopante, le DG nous joue l'Arlésienne sur le thème en nous mécontentant encore davantage, nous contraignant à terme à une mobilisation d'autant plus nécessaire.

Nous savons de plus que la direction continue à dépenser sans compter des sommes considérables pour avancer sur ses réorganisations, en recourant aux services coûteux de consultants qui se gavent à notre détriment.

Des réorganisations sur lesquelles la direction phosphore dans son coin depuis des mois maintenant, quand bien même une première vague de réorganisations avait sensiblement affecté en 2025 tant l'établissement Direction Générale que la DSI devenue dès lors **DGA Tech**, vague aux conséquences néfastes pour nos collègues dénoncées par des expertises sur les conclusions desquelles la direction s'assoit pour lancer un nouveau cycle de réorganisations touchant a priori cette fois les fonctions Support en région en plus derechef de la DG et de la DGA Tech.

Ces plans de réorganisations devaient nous être présentés aujourd'hui, mais visiblement comme pour la NAO, la direction n'est pas prête à entamer ce nécessaire dialogue social. Malheureusement, pendant ce temps-là, ce sont les collègues qui trinquent, inquiets pour leur devenir professionnel au gré d'informations contradictoires qui circulent en off tandis que les DGA concernés se disputent les parts du gâteau en se souciant comme d'une guigne des conséquences pour les collègues en termes de risques psychosociaux.

Mais de tout cela, il ne sera pas question lors de ce CSEC puisque la priorité pour vous est ailleurs.

Alors, à l'unanimité du jury, nous ne pouvons que décerner au Directeur Général et président en titre de cette instance la **Palme d'or du dialogue social au rabais**, en escomptant bien être convoqué prochainement pour des informations-consultations en bonne et due forme.

La délégation **Cgt-FO au CSEC**